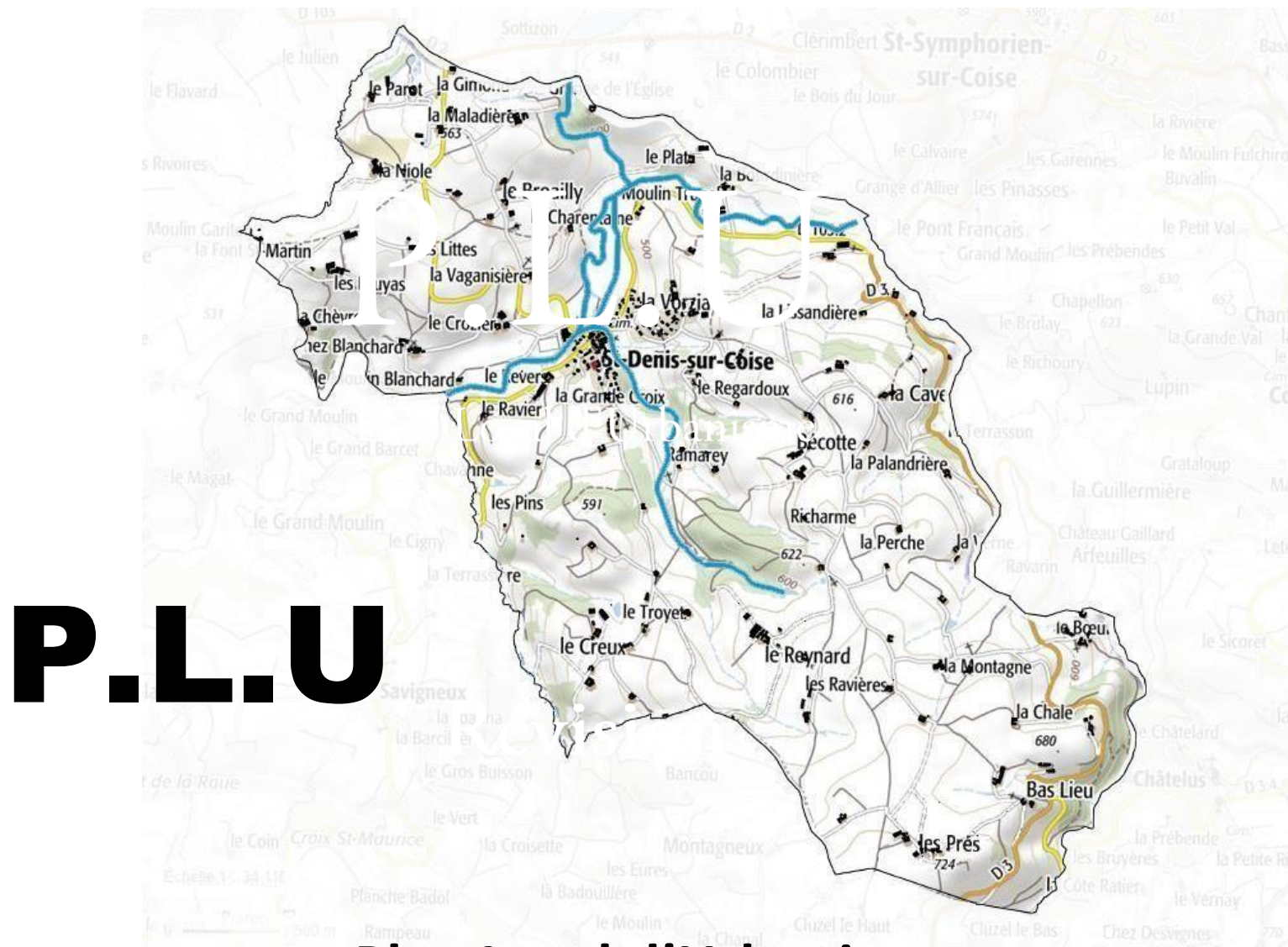


SAINT DENIS SUR COISE

P.L.U de Saint Denis sur Coise (42) – Résumé non technique



Résumé non technique

Approuvé par DCM

P.L.U

Plan Local d'Urbanisme

Sommaire

1. LES COORDONNEES DE L'AUTORITE COMPETENTE EN MATIERE DE P.L.U.....	2
2. L'OBJET DE L'ENQUETE.....	2
3. RESUME NON TECHNIQUE DU PLU.....	3
3.1 Les principales caractéristiques de la commune	3
3.2 Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.....	7
3.3 Le projet réglementaire et les évolutions par rapport à l'ancien PLU	24
3.4 Analyse des incidences du P.L.U sur l'environnement	25
4. LE BILAN DE LA CONCERTATION.....	28

1. LES COORDONNEES DE L'AUTORITE COMPETENTE EN MATIERE DE P.L.U

Commune de SAINT DENIS SUR COISE
226 Montée des Ecoliers, 42140 Saint-Denis-sur-Coise
Tél : 04 77 54 34 13

mairie@saint-denis-sur-coise.fr

Horaires d'ouverture de la mairie : Le Mardi : de 09h00 à 11h30

Le Jeudi : de 09h00 à 11h30

Le Vendredi : de 14h00 à 17h30

Le Samedi : de 09h00 à 11h30 (1^{er}-3^{ème} et 5^{ème})

2. OBJET DE L'ENQUETE

Révision du Plan Local d'Urbanisme.

SUPERFICIE :
10.79 km²

POPULATION EN 2017 :
675 habitants

DENSITE AU KM² :
61 hab/km²

ALTITUDE :
mini. 451 m — maxi. 721 m

REGION :
AUVERGNE-RHONE-ALPES

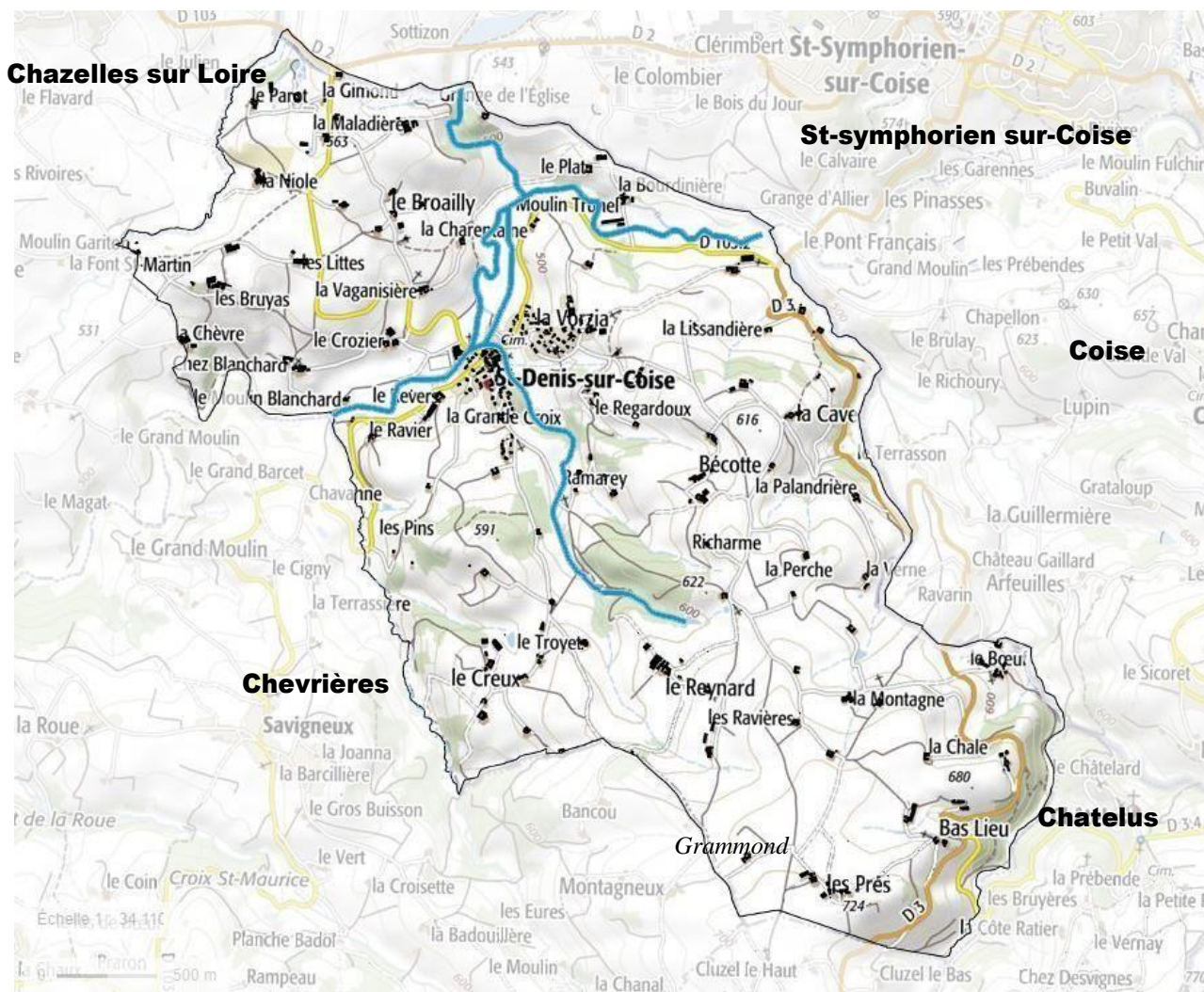
DEPARTEMENT :
LOIRE

ARRONDISSEMENT :
MONTBRISON

CANTON :
FEURS

COMMUNAUTE DE COMMUNES :
MONTS DU LYONNAIS

SCOT : **MONTS DU LYONNAIS**



Synthèse de l'état initial du territoire communal

	ATOUTS/OPPORTUNITES	FAIBLESSES/MENACES
SITUATION GEO.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Commune rurale des Monts du Lyonnais bénéficiant d'une bonne accessibilité à proximité immédiate des bourgs centre de Chazelles sur Lyon et Saint Symphorien sur Coise et des agglomérations de Lyon et Saint Etienne 	
RISQUES NUISANCES	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pas de site pollué (ancien atelier de forgeage) ✓ Bonne qualité de l'air 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Risque mouvement de terrain ✓ Risque phénomènes météorologiques ✓ Servitude de transport de gaz
PAYSAGES	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Un cadre paysager rural de qualité ✓ Points de vue sur la plaine et les Monts du Forez et du Lyonnais ✓ Eléments de patrimoine intéressants : Eglise, croix... 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Hétérogénéité des styles architecturaux
BIODIVERSITE	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Des milieux naturels intéressants : vallée de la Coise, de la Bilaize, de Ramarey et de Couzon, ✓ Espaces boisés ✓ Quelques zones humides en bordure du réseau hydrologique du Couzon 	
<u>LES ENJEUX ISSUS DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL</u>		
<p><i>Maintien de l'activité agricole : maintien de l'équilibre entre terres cultivées et prairies, renforcement de la trame bocagère</i></p> <p><i>Limiter l'étalement urbain</i></p> <p><i>Préservation des secteurs de biodiversité et des corridors écologiques</i></p> <p><i>Prise en compte des risques et des nuisances</i></p>		

Synthèse analyse sociodémographique

	ATOUTS/OPPORTUNITES	FAIBLESSES/MENACES
DEMOGRAPHIE	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Une commune rurale attractive sur le plan résidentiel et démographique : depuis 1975 la population communale a augmenté de 45% soit un gain de 277 habitants ✓ Un solde naturel excédentaire : +1,3%/an entre 2010 et 2015 ✓ Une part des moins de 20 ans (31,4%) supérieure à celle de l'arrondissement et du département 	
POP. ACTIVE	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Un taux de chômage global très inférieur à la moyenne nationale : 2,7% ✓ Une population active en hausse de 23,05% entre 1999 et 2015 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 75,5% des actifs occupés travaillent en dehors de la commune
LOGEMENTS	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Un parc de résidences principales multiplié par 2 entre 1968 (168) et 2015 (335) : 3,6/an en moyenne ✓ Un taux de logements vacants faible : 4,3 % 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pas de diversité dans la typologie des logements : 86,3% de logements individuels sous forme de pavillons de grande taille ✓ Un parc locatif faible : 19,1% des résidences principales et seulement 3,3% de logements socialement accessibles
ECONOMIE	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 86 postes salariés ✓ Tissu d'entreprises diversifié ✓ Vingtaine d'exploitations agricoles encore en activité 	
SERVICES/ EQUIPEMENTS	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ecole maternelle et primaire ✓ La Poste ✓ Des commerces et services relativement nombreux et variés 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Abords des équipements peu qualitatifs

LES ENJEUX ISSUS DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL

Maîtriser la croissance démographique au regard des orientations du SCOT des Monts du Lyonnais

Produire une offre de logements plus diversifiée répondant aux objectifs du SCOT en termes de densité et de typologie

Pérenniser les services et équipements et les activités économiques existantes

Synthèse de l'analyse architecturale et urbaine

	ATOUTS/OPPORTUNITES	FAIBLESSES/MENACES
PATRIMOINE	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Un patrimoine architectural et culturel intéressant : Eglise St Pierre, croix... 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Standardisation du modèle pavillonnaire ✓ Hétérogénéité de l'architecture contemporaine
URBANISME	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Une seule zone constructible cantonnée au bourg 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Un étalement urbain conséquent le long des axes de communication autour du bourg ✓ Un développement résidentiel exclusivement pavillonnaire ✓ Topographie contraignante pour le développement résidentiel
DEPLACEMENTS	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bonne accessibilité ✓ Un maillage routier dense 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Recours à l'automobile quasi systématique et besoins en déplacements en augmentation en direction de la Plaine du Forez et des Monts du Lyonnais ✓ Transports en commun inexistants ✓ Très peu de cheminements doux ✓ Etroitesse des voies
<u>LES ENJEUX ISSUS DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL</u>		
<p style="text-align: center;">Préserver et valoriser le patrimoine bâti et le petit patrimoine</p> <p style="text-align: center;">Limitier l'étalement urbain et privilégier la densification des secteurs déjà urbanisés autour du bourg</p> <p style="text-align: center;">Développer les modes de transports alternatifs à la voiture particulière</p>		

JUSTIFICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR L'ELABORATION DU PADD

La méthodologie d'élaboration du PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) fait l'objet d'un document spécifique du dossier de PLU. **Il synthétise les observations formulées lors des différentes réunions publiques organisées entre les septembre 2020 et janvier 2021, lors des réunions de travail avec les élus ainsi qu'avec les personnes publiques, associées tout au long de la démarche.**

Le projet a été conduit selon une méthodologie particulière découpée en 3 phases et détaillée ci-après :

1-DIAGNOSTIC PARTAGE

Recensement des préoccupations des élus et des points positifs et négatifs du territoire communal et de son environnement dans les thématiques économiques, environnementales et de la vie locale/vie sociale

2-ANALYSE DES DONNEES RECUEILLIES

Propositions d'enjeux d'aménagement et de développement au regard des éléments moteurs et des contraintes du développement et des objectifs du développement durable

3-DEFINITION DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT

Déclinaison des enjeux d'aménagement et de développement en orientations à mettre en œuvre dans le PLU

Grâce aux atouts, faiblesses, opportunités, menaces définis lors de la première réunion, **2 grands défis d'aménagement et de développement sont apparus caractéristiques du développement de Saint Denis sur Coise.** Ces 3 grands défis de développement communaux sont chacun déclinés en **plusieurs enjeux distincts**. Ils déterminent la politique d'ensemble que la commune de Saint Denis sur Coise souhaite mettre en œuvre :

DEFI N°2
METTRE EN VALEUR ET DÉVELOPPER
L'ÉCONOMIE

DEFI N°3
PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT RURAL ET
VALORISER LE PATRIMOINE COMMUNAL

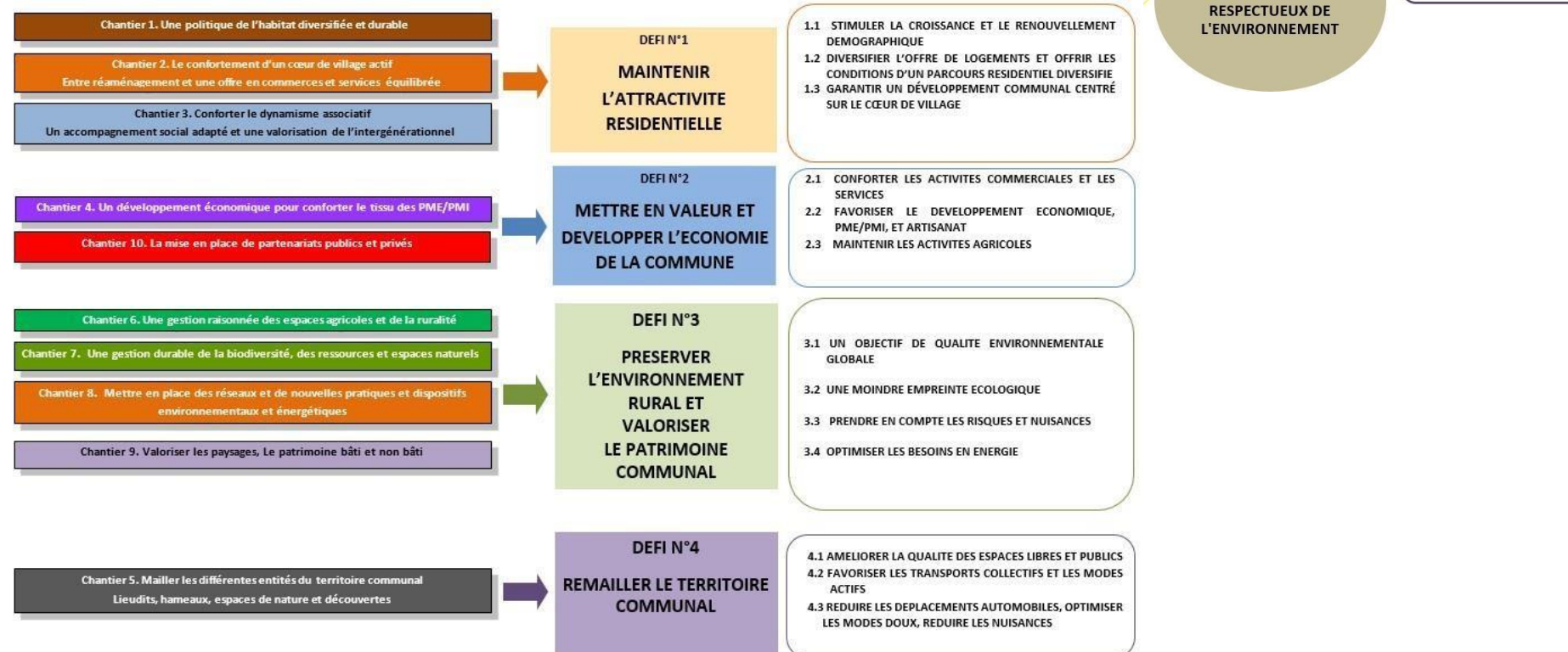
DEFI N°1
MAINTENIR
L'ATTRACTIVITÉ
RÉSIDENTIELLE

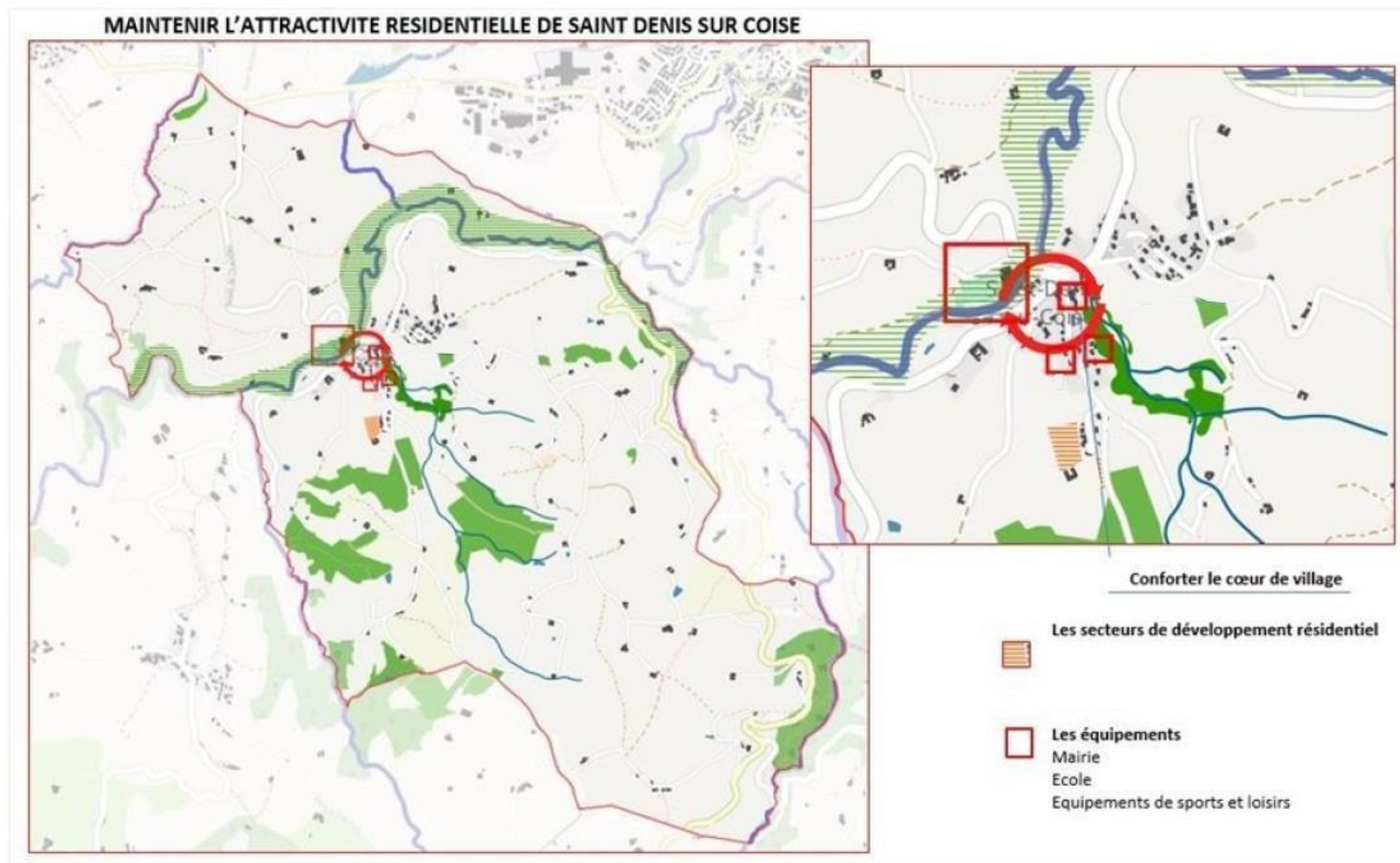
DEFI N°4
REMAILLER LE TERRITOIRE
COMMUNAL

PROMOUVOIR UN
DÉVELOPPEMENT
RESPECTUEUX DE
L'ENVIRONNEMENT

Le PADD de SAINT DENIS SUR COISE se décline en 4 orientations générales qui sont chacune déclinée en plusieurs objectifs distincts. Ceux-ci déterminent la politique d'ensemble que la commune souhaite mettre en œuvre pour conforter les éléments moteurs de son développement et pour apporter des réponses aux problèmes mis en évidence dans les diagnostics expert et partagé.

Le projet de développement et d'aménagement durables a été dissocié en 4 défis et 13 objectifs, dont la correspondance peut être établie avec les chantiers préalablement identifiés :





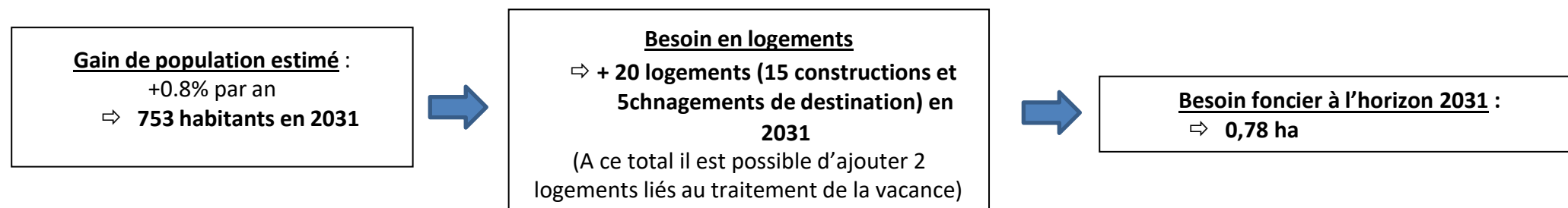
Hypothèse retenue fondée sur un **objectif de 0.8% par an** respectueuse des prescriptions du SCoT. Elle correspond à un objectif de **753 habitants** (soit + 52 personnes) à l'**horizon 2031**. L'augmentation du nombre total de résidences serait de 22 logements, dont 15 logements à construire.

ST DENIS SUR COISE	Evolution annuelle	Population en +	Logements en +	Desserrement des ménages	Besoin de logements en +	Traitement de la vacance = 2 en 10ans	Changements destination	Besoin de logements neufs en +	Densité 20 lgt/ha	Besoin en surface ha (foncier neuf)	Besoin en ha avec 5% rétention (faible) car parcelle communale	Division parcellaire		BESOIN FINAL EN HA
												Surface en ha Parcelles > 3000m ²	Surface à prendre en compte	
Développement faible	0,20%	13	5	0,54	5	2	5	-2	20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Développement moyen	0,80%	52	20	2,22	22	2	5	15	20	0,74	0,78	0,00	0,00	0,78
Développement raisonné	1,00%	66	25	2,81	28	2	5	21	20	1,03	1,08	0,00	0,00	1,08
Suivi du développement actuel	1,60%	108	41	4,63	46	2	5	39	20	1,93	2,02	0,00	0,00	2,02

Les modifications à apporter au nouveau PLU

Les besoins en logements neufs et en foncier nécessaire à la réalisation de ces logements sont estimés sur la base des objectifs chiffrés en termes de croissance de population, de rythme de construction, de densité, ...

Synthèse du calcul du besoin foncier à vocation résidentielle à l'échelle du PLU



Définition de l'offre foncière octroyée dans le PLU

L'offre foncière à vocation résidentielle nécessaire pour répondre aux besoins de la commune repose sur les éléments suivants :

- Respecter un rythme de construction de logements en adéquation avec l'objectif de croissance annuelle de 0,8% de la population, soit une moyenne de 1.5 logements par an
- Respecter globalement une densité de 20 logements/ha,
- Favoriser la diversité des formes urbaines : maison de village, habitat intermédiaire, petit collectif, individuel groupé, individuel.

Estimation de la capacité d'accueil du PLU

Potentiel de création de logements neufs

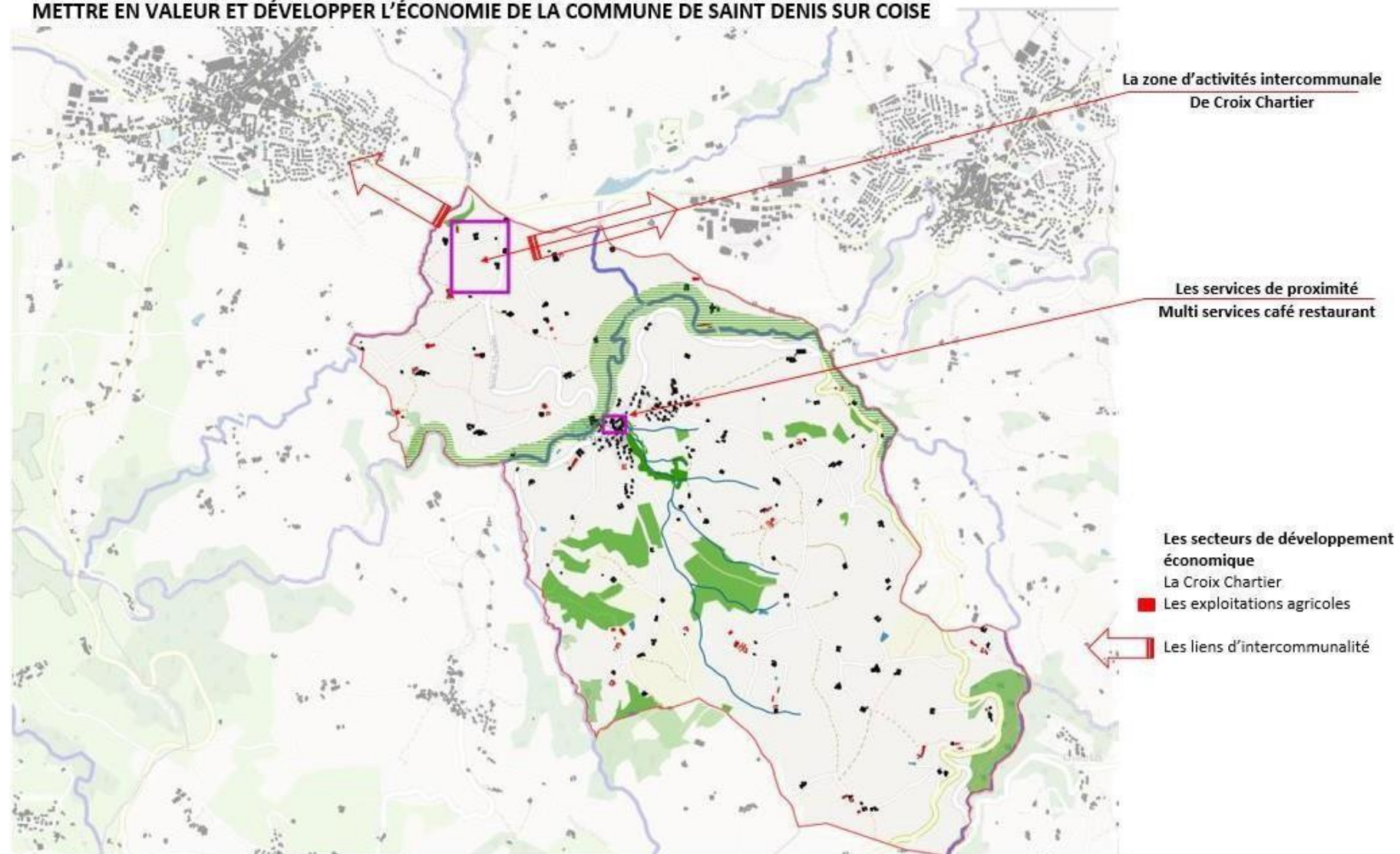
Les zones urbaines constructibles à court terme et la zone d'urbanisation à court terme (1AU) permettent la construction d'environ **15 habitations supplémentaires**.

→ Au total la zone 1AU offre pour 0,93 ha et permettrait ainsi la construction des 15 logements souhaités.

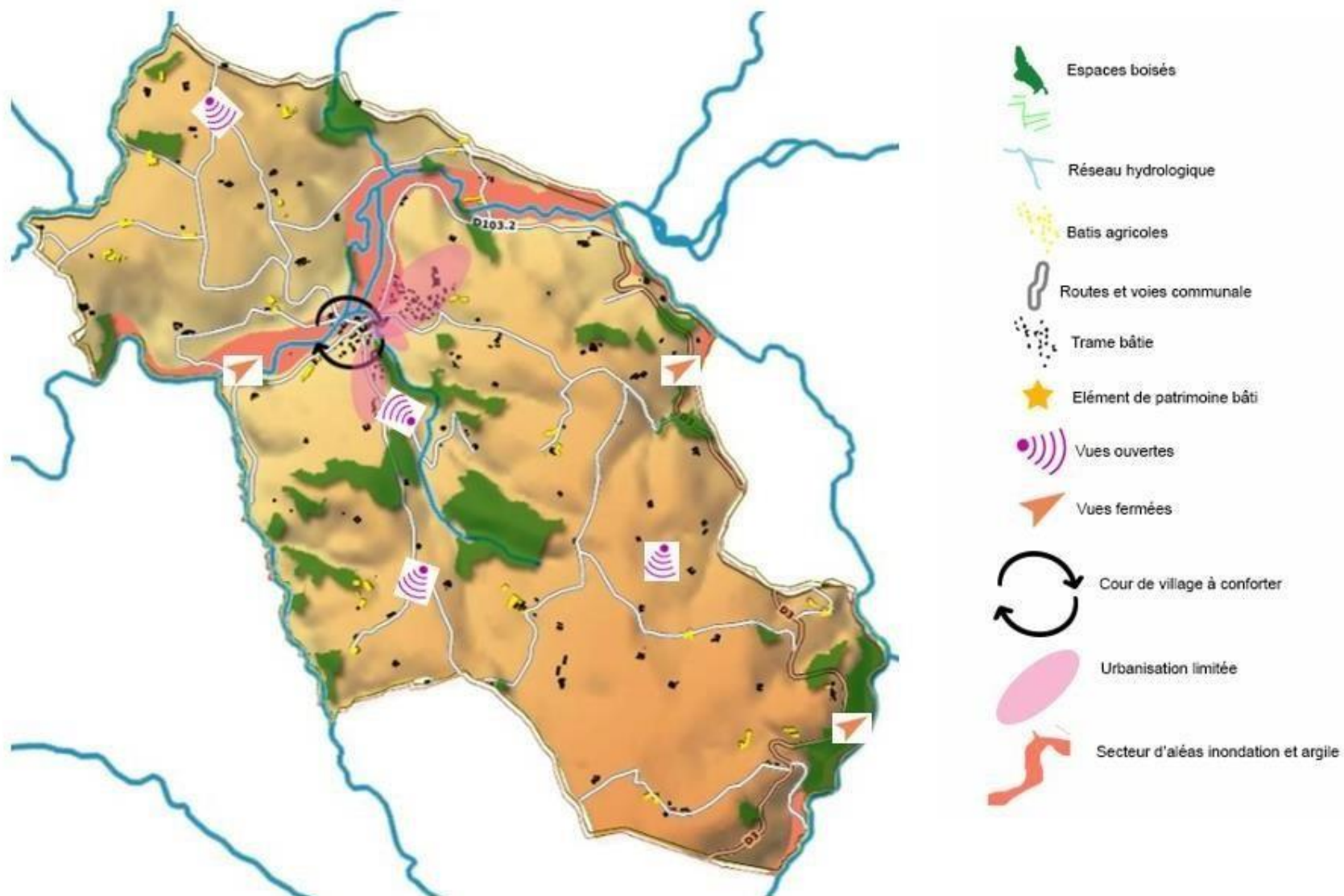
	Parcelle	Surface Mobilisée en ha	Logements		Densité /ha
			Intermédiaires	Individuels	
ZONE 1AU	1520	0,93	8	7	17
Prescriptions SCoT 2017-2027		2,3	46		20
Prescriptions SCoT 2027-2037		2,2	44		20

Par rapport au PLU actuellement en vigueur, les surfaces en zone AU à vocation d'habitation sont passé de 4,97 ha à 0,93 ha soit une diminution d'environ 4 ha.

METTRE EN VALEUR ET DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE DE LA COMMUNE DE SAINT DENIS SUR COISE



PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT RURAL ET VALORISER LE PATRIMOINE COMMUNAL



Les finalités du projet communal peuvent être déclinées en plusieurs axes de développement interdépendants :

1. Assurer une croissance démographique dynamique

CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC

L'évolution démographique se caractérise par des phases de ralentissement ou de stagnation (1968 à 1999) puis de croissance, notamment une attractivité continue depuis 2012. Sur une période longue, la croissance démographique s'affirme comme dynamique, essentiellement tirée par un solde migratoire positif.

Un besoin accru de logements

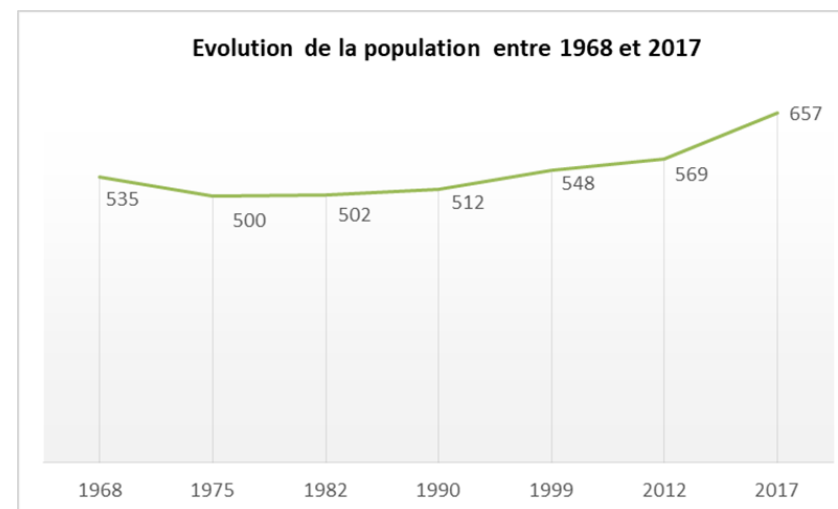
Le territoire communal se caractérise par une forte présence de ménages avec enfants une taille des ménages exceptionnelle de 2.69 personnes par ménages, pour 2.12 à l'échelle départementale. La population a crû depuis 1999 de 111 résidents au rythme 1.07% par an, les ménages pour 1.9% et le parc de 1.47% par an.

Selon l'hypothèse d'un taux de croissance de 0.8%, ce sont **52 habitants supplémentaires qui pourraient être accueillis et devront être logés sur le territoire communal à l'horizon 2037 du SCoT.**

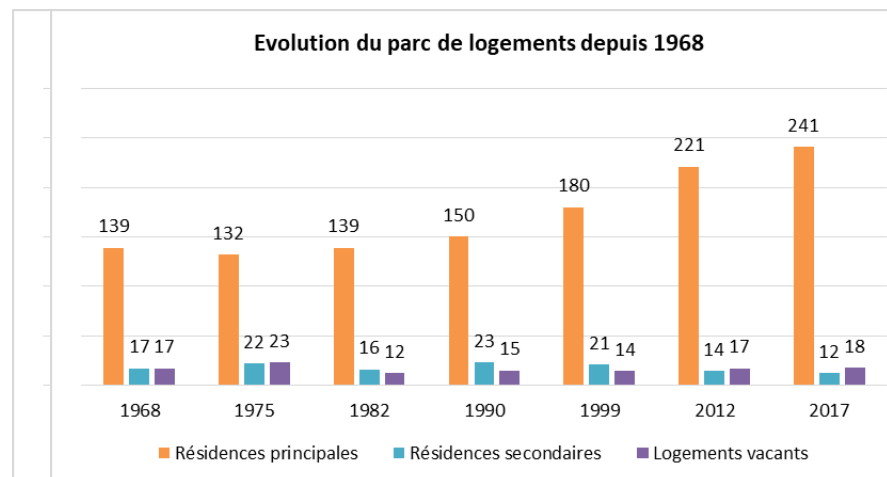
ENJEUX

L'attractivité démographique doit être soutenue par une offre suffisante et diversifiée en matière de logement. En compatibilité avec le SCoT, le projet municipal prévoit **un développement fondé sur une croissance à l'horizon 2031, tout en affichant l'objectif de modérer la consommation d'espace.**

Cet objectif s'exprime par la volonté d'accueillir 753 habitants en 2031 en accompagnant le vieillissement qui se traduira par la poursuite de la baisse de la taille des ménages de 2.69 en 2018 vers 2.4 en 2037.



avec
de



2. Conforter l'attractivité du bourg et valoriser les potentiels de l'habitat diffus hérité

CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC

Le bourg est organisé autour du noyau historique et concentre à la fois les services administratifs, les équipements de sports et loisirs de l'autre côté de la Coise. Les élus communaux souhaitent renforcer son rôle de proximité et de cadre de vie des ménages les plus captifs, dont les personnes âgées peu mobiles. Dans la continuité des projets engagés depuis plusieurs années, les opérations d'aménagement des espaces publics participent ainsi à l'embellissement, à une meilleure fonctionnalité en offrant des qualités d'usages diversifiées nécessaire au quotidien des résidents, avec un volet associatif fort pour donner consistance aux liens sociaux.

ENJEUX

L'attractivité du bourg vise ainsi à accompagner le vieillissement ou la présence de ménages mono parentaux qui s'amplifie sur la commune. Ainsi, une partie de plus en plus importante de la population sera contrainte d'envisager une mobilité résidentielle pour répondre aux exigences et contraintes de mobilité physique mais aussi de charges financières plus réduites et surtout d'accès immédiat à des services de proximité. L'habitat pavillonnaire aujourd'hui dominant ne peut répondre seul à ces besoins. Cet objectif s'exprime par la volonté de diversifier l'offre de logements et de promouvoir de nouvelles formes d'habitat dans le secteur AU (à urbaniser).

L'affirmation du caractère rural et de la préservation des potentiels de résidentialité de l'habitat diffus sont caractérisés par la mise en place de règles et orientations favorisant leur intégration en milieu agricole ou à proximité des espaces naturels.

Il s'agit d'une part de respecter le patrimoine bâti et non bâti existant, dont les diverses composantes du tissu historique et d'autre part les spécificités environnementales :

- **affirmer l'espace de centralité** villageoise,
- **gommer le caractère périurbain**,
- **préserver et valoriser l'identité rural de l'habitat diffus** (organisation du bâti, architecture, transitions espaces bâti / espaces naturels...),
- **valoriser par leur identification, les éléments patrimoniaux** participant à l'histoire des lieux (sites, bâtiments, ouvrages...),
- **rendre plus lisible la limite entre espace bâti et espace naturel** par la constitution de haies paysagères en frange ou lisière urbaine, de manière à adoucir la perception des silhouettes bâties et dessiner les limites de l'urbanisation.

3. Favoriser le développement économique

CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC

Saint Denis sur Coise, membre de la communauté de Communes des monts du Lyonnais s'appuie sur la zone économique de la Croix Chartier. Il reste de 4 à 5 ha de terrains disponibles viabilisés et il n'est pas envisagé d'extension de la zone d'activités de la Croix Chartier.

ENJEUX

L'attractivité économique est gérée à l'échelle intercommunale.

Les dynamiques agricoles sont en mutation avec la présence de 23 exploitations. La nécessité de regroupement des terres agricoles pour lutter contre la fragmentation, d'une protection contre la pression foncière des urbanisations économiques ou résidentielle et de développer de nouvelles pratiques sont au cœur d'une recomposition spatiale et économique.

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU PADD

Le projet communal en adéquation avec la politique communautaire définit la vocation des zones d'activités. Il est facteur de dynamisme et d'attractivité.

L'accueil d'entreprises est favorisé en maintenant une offre de terrains disponibles pour répondre à un panel large, de l'artisanat, aux activités productives et une accessibilité routière optimisée.

L'activité agricole est également reconnue comme une composante majeure de l'économie locale, le projet communal garantit la pérennité des espaces d'exploitation.

ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Le PLU s'appuie sur les principes de dynamisme économique des tissus industriels, artisanaux et agricoles.

TRADUCTION REGLEMENTAIRE

Zonage

Le nouveau zonage UE couvre 13.6 ha et reste inchangé par rapport au PLU de 2009. Les disponibilités en matière de développement économique du PLU révisé restent limitées à 4 ou 5 ha viabilisés et sont portés par la Communauté de Communes.

4. Les zones AU (à urbaniser)

Les zones à urbaniser dites AU correspondent aux secteurs de développement envisagés aussi bien pour l'habitat et les fonctions urbaines qui y sont associées que pour les activités économiques.

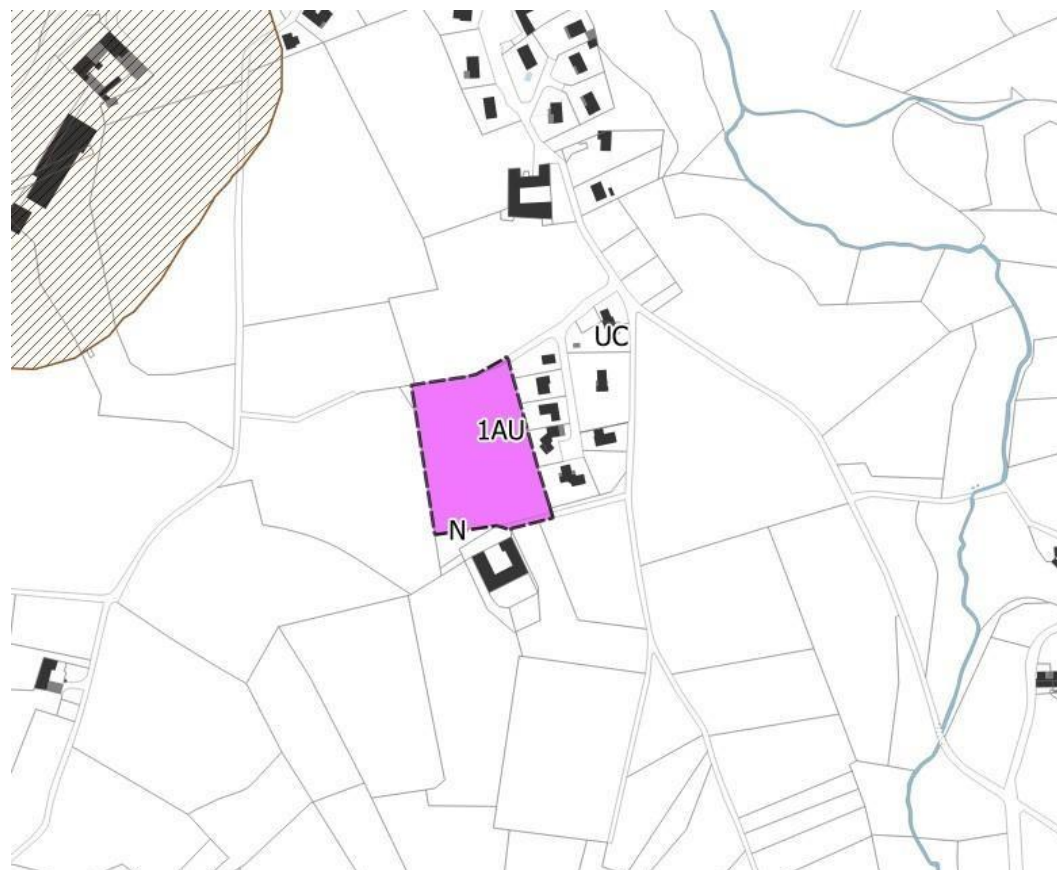
Afin de répondre à l'objectif de conforter le développement urbain de la commune tout en le maîtrisant, une zone 1AU (zone à urbaniser « ouverte ») a été validée.

Objectifs recherchés :

- Délimiter des réserves d'espaces constructibles adaptées aux besoins de développement résidentiel en tenant compte :
 - de leurs aménités de leurs caractéristiques naturelles et paysagères,
 - des conditions de leur intégration dans l'armature urbaine notamment des réseaux de transports collectifs ou remaillage des modes doux,
 - des capacités de réseaux,
- Faciliter les conditions juridiques de l'ouverture à l'urbanisation en fonction de la desserte technique par les principaux équipements,
- Organiser le phasage de l'OAP

Principes réglementaires :

- Principe de construction en alignement ou recul minimum,
- Gestion des hauteurs,
- Principes d'intégration qualitatifs,
- Importance des espaces libres.



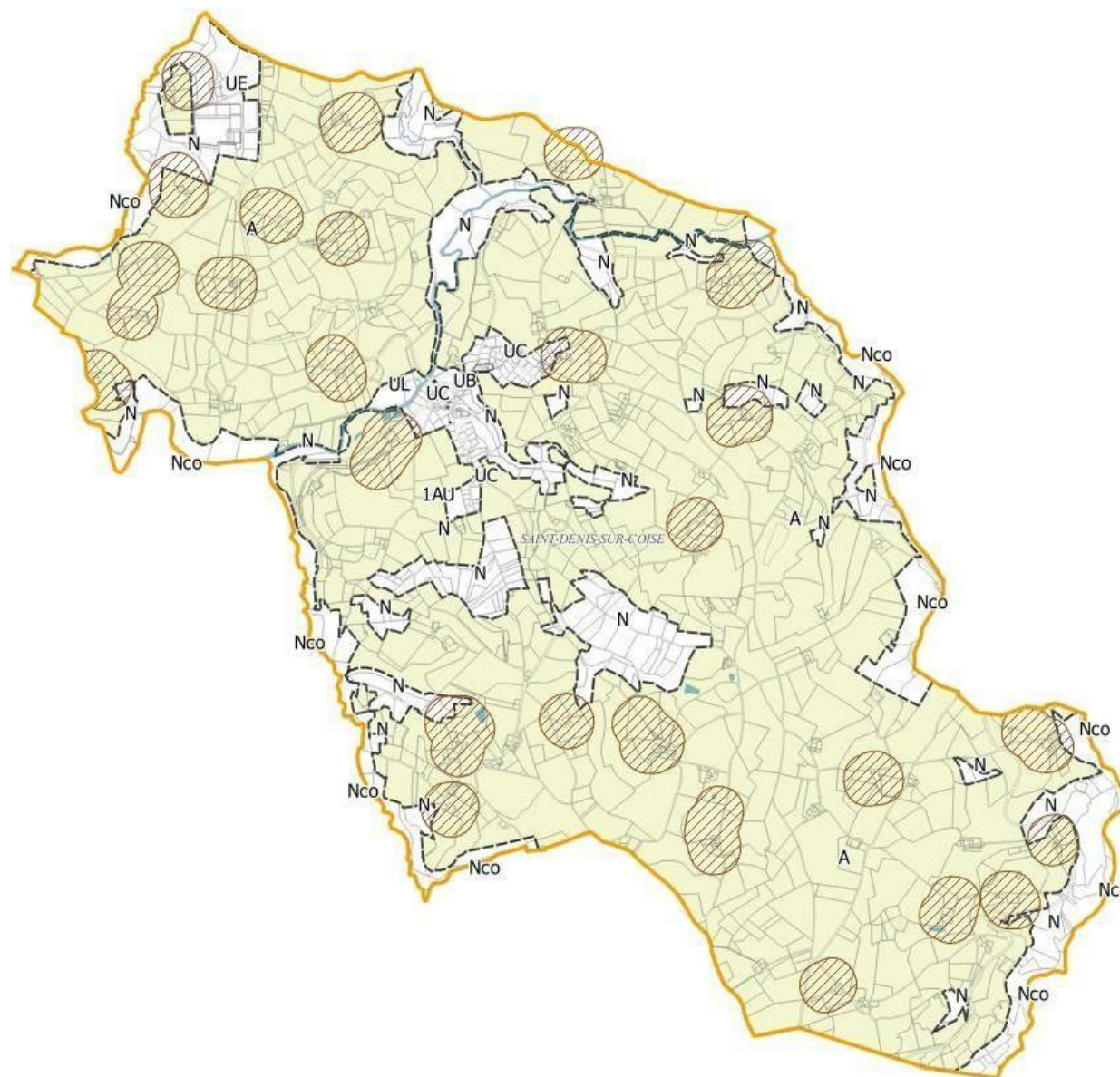
5. Favoriser le maintien d'une agriculture dynamique

Sur la base des données du diagnostic agricole complété par les données PAC et d'un repérage orthophotographique, un découpage précis a été opéré dans le Plan Local d'Urbanisme afin de distinguer les zones naturelles des zones à usage agricole. Par leur importance dans le fonctionnement écologique et leur rôle dans le façonnage des paysages, les zones agricoles ont fait l'objet de secteurs permettant de mettre en valeur, outre leur qualité agronomique, leur potentiel écologique et paysager.

CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC

La fragmentation du parcellaire agricole exploité est prégnante et souligne l'importance des surfaces en « systèmes culturaux et parcellaires complexes ». Selon le RPG 2018 (Recensement Parcellaire Graphique) les surfaces agricoles recensées sur la commune représentent 898 ha. Les prairies (permanentes et temporaires) représentent respectivement 340 et 264 ha soit 604 ha et 68% des surfaces exploitées alors que les surfaces cultivées représentent 21.6 ha pour le blé, environ 20 ha pour le maïs et 63 ha pour les autres céréales et sont mobilisées pour la polyculture des exploitations majoritairement mobilisées pour la production de lait.

Le zonage du Plan Local d'Urbanisme propose de réduire les secteurs d'urbanisation diffus du PLU de 2009.



Ainsi le nouveau **zonage agricole s'étend sur 866 ha** soit 80,26 % de la surface globale de la commune au lieu de 909 ha dans le PLU de 2009, soit une perte de 42,7 ha mais qui est compensée par une augmentation de 42,64 ha des zones N (N et Nco).

Il y a lieu cependant de prendre en compte l'habitat diffus dans ce nouveau zonage qui ne pourra faire l'objet que d'extensions mesurées. La zone agricole A permet d'accueillir les constructions nécessaires à l'activité agricole.

Le projet de PLU et l'analyse de son impact sur les terres et exploitations agricoles est soumis pour avis à la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF).

ENJEUX

Sur les 25 sites exploitations identifiées, la surface moyenne d'exploitation est de 35.5ha, soit une superficie bien en deçà de la taille moyenne des exploitations en France (55 ha). Les modes d'exploitation, sont dominés par la production de lait. L'activité agricole locale repose principalement sur l'élevage bovin laitier mais elle tend à se diversifier : production de volailles, de porcs, culture de petits fruits (framboises, myrtilles, cerises...), de légumes (pomme de terre), de champignons ou encore de fleurs et plantes.

Les contraintes de réciprocité des bâtiments agricoles sont fortes et ont été repérés.

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU PADD

Le projet communal en adéquation avec la politique communautaire vise à préserver les potentiels agronomiques et d'exploitation. La mutation des exploitations est en cours. L'accueil de nouveaux exploitants ou la reprise par agrandissement d'exploitation se pose de manière accrue. L'activité agricole est reconnue comme une composante de l'économie locale, le projet communal garantit la pérennité des espaces d'exploitation.

TRADUCTION REGLEMENTAIRE

Zonage

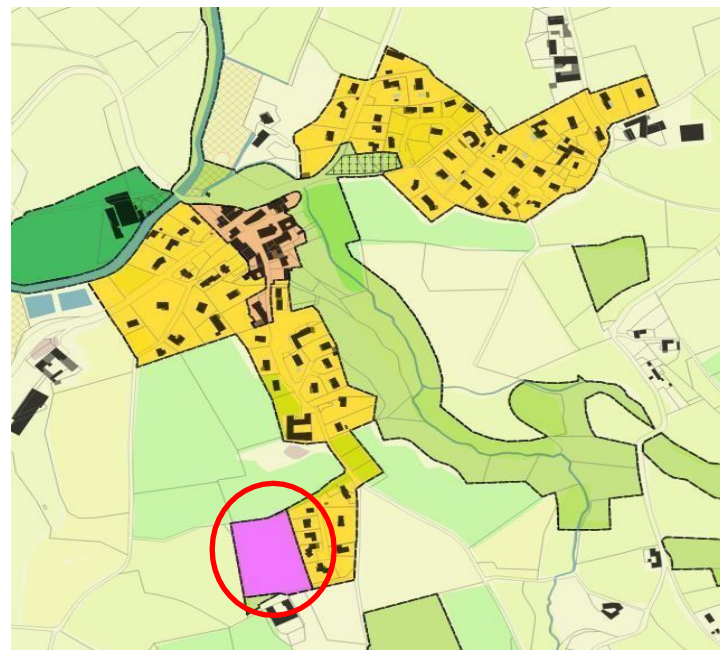
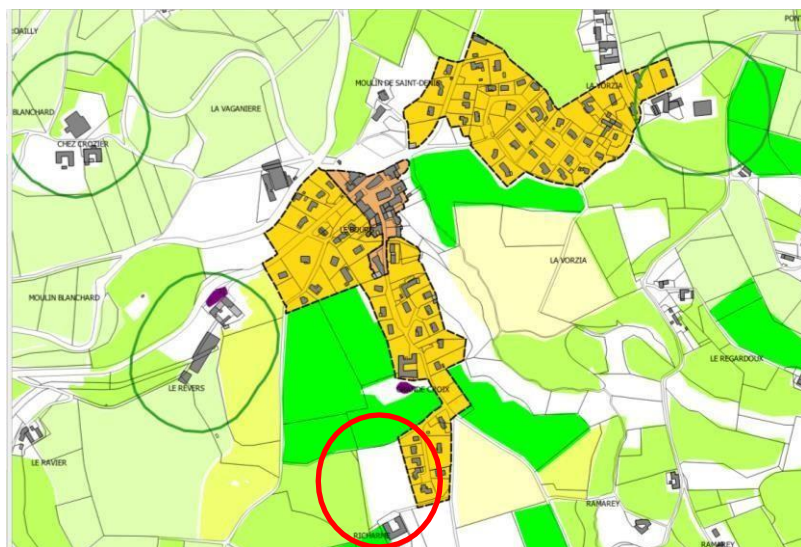
Vocation et délimitation :

➡ Les zones agricoles dites « zones A » représentent les secteurs de la commune à *protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Selon l'article R. 151-22 du Code de l'Urbanisme, sont classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.*

Impact du projet de PLU sur les terres à «usage agricole»

Le nouveau PLU classe ainsi 866 ha en zone agricole.

Dans le nouveau PLU, la zone 1AU n'a pas d'impact sur l'activité agricole dans la mesure où il apparait qu'elle n'est pas exploitée selon le RPG.



6. Préserver la qualité écologique et paysagère

La qualité du cadre de vie et de l'environnement s'avère une force fondamentale du territoire. Le territoire bénéficie d'un capital naturel et paysager qu'il convient de préserver et valoriser pour garantir la qualité du cadre de vie et pour maintenir l'attractivité du territoire.

Contrainte par son relief, Saint Denis sur Coise doit relever le défi afin d'éviter une banalisation et dégradation de son cadre de vie.

CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC

Le fonctionnement écologique du territoire communal est à la fois riche et complexe avec l'identification de 2 ZNIEFF :

- ZNIEFF I : RUISSEAU DU ROSSON / ZNIEFF 820032257
- ZNIEFF I : LE COUZON / ZNIEFF 820032381.

Le projet communal vise :

- **Le maintien de l'activité agricole, qui a été pour partie impactée par le développement résidentiel ou économique de la zone de Croix Chartier;**
- **La préservation des espaces naturels des bords des cours d'eau qui constituent des continuités écologiques ;**
- **Le renforcement de la trame éco-paysagère.**

Des risques naturels (inondation) et technologique (transport de gaz) pouvant nuire à la sécurité sont présents sur la commune, sachant que les nuisances sonores générées par les trafics routiers sont faibles.

L'urbanisation a été consommatrice de foncier notamment agricole en impactant des surfaces exploitées et des éléments remarquables du paysage (haies, alignement d'arbres) mais de manière limitée, à savoir les 13.6 ha de la zone d'activités intercommunale de Croix Chartier, 2.26 ha de la zone UL d'équipements sportifs et environ 1.7 ha de zones résidentielles aux abords du bourg depuis 2009.

L'identité communale est indéniablement marquée par la structure éco-paysagère qui en découle. L'impression paysagère générale est multiple, offrant à la fois **une image d'espaces ruraux et agricoles et naturels aux abords des cours d'eau et des espaces boisés** avec un impact fort du relief qui délimite de nombreuses sous entités soient ouvertes sur un large panorama, soit fermées dans les vallons.

Peu visible des principaux axes de déplacement, la trame bleue constituée par la richesse du réseau hydrologique est très présente. La présence de boisements hygrophiles ou de ripisylves structure la trame verte et bleue. L'artificialisation en bordure des cours est faible et altère peu la trame éco-paysagère et les continuités écologiques.

La plupart des haies ou alignement d'arbres matures se retrouvent le long des chemins ruraux ou en limite le parcellaire agricole. La préservation de ce type de structure de haies ou de boisements est peu impactée par les pratiques agricoles dominées par le pâturage des bovins. Le morcellement foncier agricole a peu évolué, a contrario l'urbanisation résidentielle ou économique a elle induit une forme de banalisation/standardisation du paysage, cependant la trame primaire du paysage a été préservée. Ce phénomène est marquant en frange de la ZA de Croix Chartier, des lotissements de la Vorzia et Grand-Croix aux abords du bourg. Les haies, alignements, micro boisements participent en effet fortement à l'identité du territoire et il y a lieu de les préserver.

Les espaces agricoles exploités professionnellement occupent une surface d'environ 1 000 ha soit 45 % de la surface globale communale.

La localisation de la commune au cœur des Monts du Lyonnais propose enfin un caractère spécifique et singulier avec la présence de nombreuses anciennes fermes à cour fermée typiques.

ENJEUX

La commune bénéficie de paysages de qualité qu'il convient de préserver afin de conserver l'identité rurale du territoire. Les paysages se composent en conséquence à la fois de paysages naturels, agricoles et urbanisés limités dans leur emprises, l'ensemble des zones U couvre 29.73 ha, soit 2,76% du territoire communal.

Les enjeux issus du diagnostic relèvent de :

- Préservation des espaces naturels et agricoles, dont les abords des cours d'eau,
- Maintien des continuités écologiques en particulier les cours d'eau (ruisseaux) et valorisation des trames bleue et verte,
- Encadrement des secteurs d'extension urbaine aux abords de la centralité villageoise du bourg et des équipements de sports et loisirs en bord de Coise et limitation de la consommation foncière,
- Prise en compte des risques et des nuisances,
- Préservation de l'identité paysagère du bourg et des nombreux lieux-dits,
- Valorisation du patrimoine bâti rural et non bâti dont leurs abords paysagers,
- Viser une moindre consommation en optimisant les besoins en énergie, en eau, réduire les rejets en milieux naturels,
- Favoriser la réduction des émissions de gaz à effet de serre et les pollutions par l'optimisation des déplacements, notamment par une urbanisation privilégiée autour des réseaux de transport urbain et limiter les déplacements individuels,

Deux grands enjeux principaux se dégagent :

- **Préserver et valoriser les ensembles paysagers** participant fortement à l'identité plurielle du territoire et aux équilibres écologiques et paysagers,
- **Accompagner les vues ouvertes sur les paysages naturels, urbains ou ruraux** en estompant les fractures ou coupures d'urbanisation

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU PADD

Dans un objectif de qualité environnementale globale, le principe de limiter l'étalement urbain et de limiter l'urbanisation sont poursuivis avec des objectifs à la fois qualitatifs et quantitatifs avec des objectifs chiffrés. Il s'agit en outre de rendre les fonctionnalités écologiques des trames bleue et verte et leurs articulations entre les diverses entités du grand paysage, dont les espaces agricoles et ruraux. La préservation et valorisation du patrimoine bâti et non bâti communal est source d'aménités qui constituent l'identité et est source d'attractivité.

Les volets consommation d'eau, recyclage des déchets, énergies, risques et nuisances gérés à l'échelle intercommunale doivent conduire à optimiser les besoins et réduire l'empreinte écologique des diverses fonctions du territoire.

La volonté d'optimiser les ressources foncières, naturelles et énergétiques se traduit par :

- la définition d'intensités «attendues» par secteur, dont les densités de logement prescrites par le SCoT,
- un règlement et des orientations visant à encourager et favoriser la sobriété énergétique des opérations d'aménagement,

Depuis plusieurs années, des actions participent à la transition énergétique du territoire. Il s'agira de poursuivre ces actions en matière de :

- rénovation énergétique des bâtiments communaux ou privés, dont le parc locatif social,
- politique d'éclairage public,
- dématérialisation des échanges, favorisée par le déploiement progressif des réseaux internet.

Le réaménagement progressif des voiries favorise le développement, la diversité et la sécurisation des modes de déplacements, dont les piétons et cycles avec des espaces dédiés et dans la mesure du possible une réduction de l'imperméabilisation des voiries.

Le réseau de transport collectif est limité aux transports scolaires, mais le covoiturage se développe et est pratiqué par les actifs qui travaillent sur les bassins d'emplois locaux ou des métropoles de Saint Etienne et Lyon.

ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

L'OAP générale précise, en matière de qualité d'usage, architecturale et paysagère des projets, que les objectifs suivants doivent être poursuivis :

- traitement végétal approprié des limites et mise en œuvre d'espaces de transition adaptés,
- harmonie architecturale et paysagère favorisant l'intégration de l'opération dans son environnement.

TRADUCTION REGLEMENTAIRE

Zonage, évolution de la révision du PLU

Le zonage du PLU approuvé en 2009 pour l'ensemble des zones urbaines faisait apparaître un total de 12,4 ha en zones U et 18,56 ha de zones AU.

	PLU 2009		PLU 2021	Ecart	
ZONES	SURFACE en ha	ZONES	SURFACE en ha	SURFACE en ha %	
UB (bourg)	1,14	UB (bourg)	1,19	+0,05	
UC (extensions)	11,26	UC (extensions)	12,68	+1,42	
UL	0	UL	2,26	+2,26	
UE	0	UE	13,6	+13,6	
Sous-total zones U	12,4	Sous-total zones U	29,73	+17,33	+140%
1AU	14,58	1AU	0,93	-13,65	
2AU	3,98	2AU	0	-3,98	
Sous-total zones AU	18,56	Sous-total zones AU	0,93	-17,63	-95%
A	908,99	A	866,29	-42,7	
Sous-total zone A	908,99	Sous-total zone A	866,29	-42,7	-4,7%
N	139,05	N	112,11	-26,94	
Nco	0	Nco	69,58	+69,58	
Sous-total zones N	139,05	Sous-total zones N	181,69	+42,64	+31%
TOTAL GENERAL	1079	TOTAL GENERAL	1079	0,00	

III – ANALYSE DES INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

L'intégration de la dimension environnementale dans la planification spatiale est devenue un élément incontournable de la mise en œuvre du développement durable, dont elle est un des principes fondateurs.

Le PLU de SAINT DENIS SUR COISE intègre de ce fait les prescriptions des PCET du département de la Loire et de la région Rhône-Alpes.

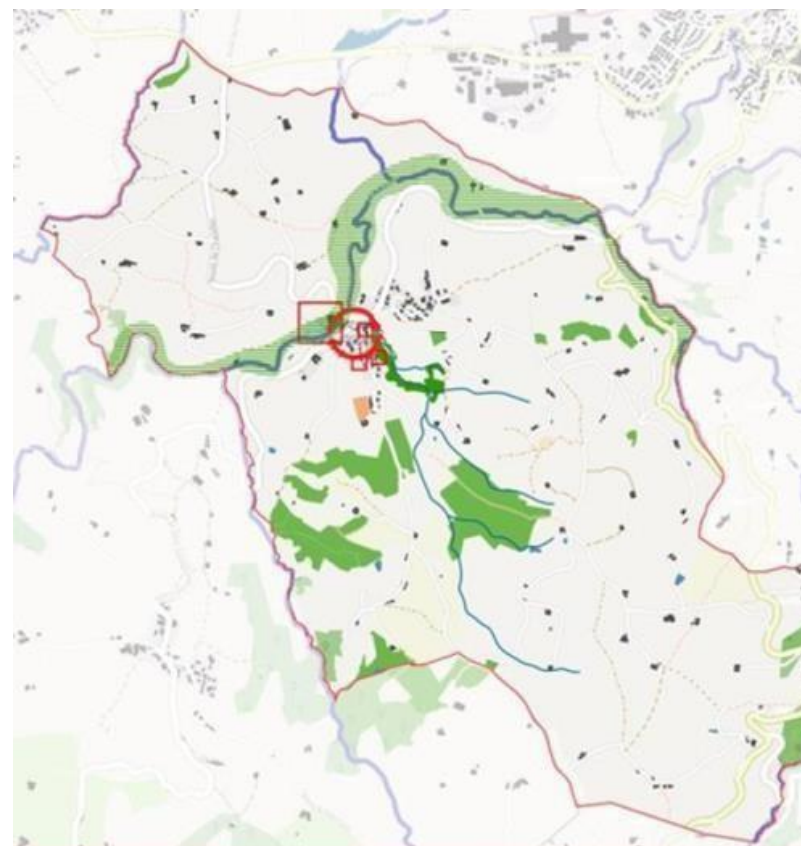
Le PLU de SAINT DENIS SUR COISE intègre de ce fait les prescriptions des PCET du département de Loire et de la région Rhône-Alpes.

- **Le classement des espaces naturels et paysagers sensibles en zone naturelle de protection :**

- à savoir la vallée du Couzon identifiés comme ZNIEFF I et les vallées des autres cours d'eau ainsi que la ripisylve associée à ces cours d'eau.
- à savoir les principaux espaces boisés : l'objectif est de préserver les boisements intéressants sur le plan paysager et dans la mesure où ils constituent des habitats naturels importants quant à la préservation de la faune et de la flore sur le territoire. Par ailleurs, leur rôle en termes de gestion des écoulements des eaux de pluie et de corridor biologique mérite que ces boisements soient préservés.
- à savoir les flancs de part et d'autre du bourg afin de les préserver de toute urbanisation et donc conserver la qualité des vues et des paysages.

- **Le repérage au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme des éléments de patrimoine bâti remarquables.**

- **Le classement en zone naturelle de corridor écologique (Nco)** du réseau hydrologique identifié comme corridors par le SRCE et en particulier le Couzon, en limite communale sud-Est et le Bilaize à l'ouest
- **Le maintien en zone agricole de de plus de 80% du territoire communal** assurant la pérennité des paysages et du foncier agricole.
- **Le regroupement de la majorité de l'urbanisation future autour et au sein du bourg** respectant ainsi au mieux la logique d'implantation dans le site et réduisant le mitage de



l'espace rural. Les nouvelles constructions n'altéreront donc pas l'ambiance naturelle et paysagère puisqu'elles concourent principalement au confortement de la tâche urbanisée du bourg.

- **La consommation foncière de terrain non bâti est limitée à 0,93 ha** favorisant la densification du tissu urbain existant.
- **Le déclassement de parcelles constructibles du PLU de 2009.**

Ces mesures participent à la prise en compte de la trame verte et bleue de la commune et intègrent les dispositions du SRCE de la région Rhône-Alpes.

Au vu des choix mis en œuvre dans le document d'urbanisme, le PLU n'a pas d'incidence négative sur l'environnement.

A contrario, de par les différentes dispositions synthétisées ci-dessus, le PLU affiche la volonté forte de préserver le cadre environnemental de la commune :

- **concourir majoritairement au confortement de la tâche urbanisée du bourg** pour pérenniser les équipements, commerces et services de proximité existants,
- **proposer des formes d'habitat diversifiés et respectant une plus grande densité,**
- **protéger et valoriser la qualité paysagère, environnementale et patrimoniale de la commune** par le classement en zone N et Nco des milieux naturels et paysagers sensibles,
- **préserver les espaces agricoles** et par conséquent l'activité agricole via un développement urbain principalement circonscrit au bourg et raisonné et par le classement d'une grande partie de la commune en zone A,
- **garantir une bonne qualité des eaux** par la compatibilité des développements urbains avec les équipements épuratoires.

En outre, le PLU tient compte des risques notamment d'inondation par une meilleure gestion des eaux pluviales (infiltration, rétention...).

LE SUIVI

Concernant le suivi de la mise en application du PLU, les indicateurs suivants sont proposés au vu des principales problématiques et enjeux présents sur le territoire communal :

OBJECTIFS DU PADD	INDICATEUR POSSIBLE
DEVELOPPER LES COMPOSANTES DEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUES LOCALES	<ul style="list-style-type: none"> • Décompte des nouveaux logements réalisés chaque année et de la surface consommée • Recensement et suivi du parc vacant • Suivi de la densité et de la typologie des nouvelles constructions d'habitation • Recensement des opérations de division parcellaire et de renouvellement urbain • Suivi du rapport habitants/emplois • Recensement des locaux d'activités disponibles • Suivi de la densité et de la typologie des nouveaux bâtiments d'activités
PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT ET VALORISER LE PATRIMOINE COMMUNAL	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi des surfaces boisées et des surfaces agricoles • Suivi de la qualité des eaux superficielles et du bon fonctionnement de la STEP • Evolution du taux de conformité-non-conformité des dispositifs individuels d'assainissement • Evolution du linéaire des haies, des surfaces des zones humides, de la ripisylve • Evolution du linéaire de cheminements modes doux

4. LE BILAN DE LA CONCERTATION

La commune de SAINT DENIS SUR COISE soucieuse d'informer sa population et de prendre en compte les remarques pouvant enrichir son projet de PLU a mis en œuvre les mesures suivantes pour organiser la concertation :

- **Ouverture d'un registre en mairie,**
- **Tenue de 2 réunions publiques :**
 - Le 10 septembre 2020
 - 15 janvier 2021
- **Parution de l'état d'avancement de l'élaboration du P.L.U. dans plusieurs bulletins municipaux ou articles de presse :**
 - Article de presse du 12/12/2019, information des 2 réunions publiques dans chaque foyer
 - bulletin municipal de décembre 2019 et décembre 2020,
 - informations portées sur le compte rendu du conseil municipal chaque fois que le sujet a été évoqué

Les remarques formulées dans le cadre de la concertation n'ont pas remis en cause la forme de cette concertation ou les divers documents mis à disposition du public.

Les remarques et propositions sur le fond du dossier, bien que peu nombreuses, ne remettent pas en cause les choix retenus pour le projet communal. Elles sont au contraire constructives et viennent enrichir l'élaboration du PLU.

Au vu de ces remarques et des éléments de réponse qui ont pu être apportés, **le Conseil Municipal considère que ce bilan de la concertation est globalement positif.**